



La formation scolaire des d'agriculteurs

Guénhaël Jegouzo

► To cite this version:

| Guénhaël Jegouzo. La formation scolaire des d'agriculteurs. 1973. <hal-02327596>

HAL Id: hal-02327596

<https://hal.science/hal-02327596v1>

Preprint submitted on 22 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

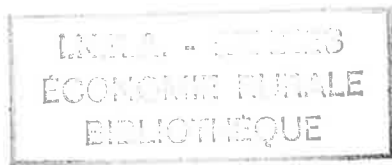
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No
Derivative Works - International License

I.N.R.A.

Station d'Economie Rurale de Rennes



La formation scolaire des agriculteurs

mai 1973

Cette note s'appuie sur les recherches d'une équipe de Rennes qui travaille en collaboration avec l'équipe de sociologues de C. Grignon. Pour des développements et des nuances, se reporter aux documents suivants :

- 1971, La formation des enfants d'agriculteurs et leur orientation hors de l'agriculture (résultats d'une enquête exploratoire en Ille-et-Vilaine), INRA, par P. Daucé, Y. Lambert, et G. Jégouzo
- 1972, Le destin scolaire et social des jeunes d'origine agricole (enquêtes en Bretagne), INRA, par G. Jégouzo et B. Roze.
- 1972, La pauvreté en agriculture, INRA (version provisoire) par J. L. Brangeon et G. Jégouzo.

1 - QUELLE EST LA FORMATION SCOLAIRE DES AGRICULTEURS ?

11 - Les exploitants agricoles constituent avec les ouvriers agricoles, les O.S. et les manoeuvres, le groupe de travailleurs dont l'âge moyen de fin d'études est le plus bas. Ils n'ont généralement fréquenté que l'école primaire et ont rarement accédé aux écoles d'agriculture. Selon l'enquête sur les structures agricoles de 1967, 8 % seulement des paysans français ont reçu une formation scolaire agricole (primaire, secondaire ou supérieure)(1).

12 - Cette situation n'est pas propre à la France sans être un phénomène universel. Par exemple, les agriculteurs allemands et hollandais possèdent beaucoup plus souvent que les paysans français une formation agricole secondaire ou supérieure, quelle que soit la surface exploitée. Les écarts sont tels que la probabilité d'avoir une formation agricole secondaire ou supérieure est deux fois plus forte sur 10-20 ha en Allemagne que sur 100 ha et plus en France.

% de chefs d'exploitation ayant une formation scolaire agricole
secondaire ou supérieure (1967)

	France	Pays-Bas	Allemagne de l'Ouest
5-10 ha	0,4	4,2	9,0
10-20 ha	0,5	8,5	22,8
20-50 ha	1,3	28,0	41,1
50-100 ha	3,5	57,4	64,9
100 et plus	11,9	68,1	78,0
- formation supérieure = tout enseignement agricole terminé correspondant à un niveau universitaire. - formation secondaire = tout enseignement agricole terminé se situant entre le niveau de formation primaire et le niveau de formation supérieure			

source : office statistique des communautés européennes.

(1) statistique agricole, supplément série études n° 86, octobre 1971.

13 - Quel que soit le pays considéré, le niveau d'instruction, en particulier de formation agricole, augmente avec la surface exploitée. Mais même au-delà de 100 ha, les formations longues, générales ou agricoles, restent en France le fait d'une petite minorité.

14 - Les inégalités selon les surfaces entraînent des inégalités selon les régions ; mais les premières étant faibles en France, les secondes le sont aussi. Le % de "chefs d'exploitation sans activité extérieure à leur exploitation" qui n'ont pas d'autre formation scolaire que celle découlant de la scolarité obligatoire est comprise, en 1967, entre 76,8 % (Nord) et 92,3 % (Bretagne). Elle se situe généralement entre 80 et 90 %. Les écarts sont plus grands entre départements.

15 - La France a connu une "explosion scolaire" après 1950. Celle-ci s'est manifestée dans tous les types d'enseignement, y compris l'enseignement agricole (1). En est-il résulté, à ce jour, une élévation de l'instruction des jeunes paysans ou des futurs paysans ?

Selon le recensement de population de 1968, la différence essentielle en formation générale entre aides familiaux de 20 à 30 ans et exploitants de 30 ans et plus est que les premiers ont plus souvent le C.E.P. que les seconds. La formation scolaire s'améliore davantage en enseignement professionnel. Selon l'enquête agricole de 1967, le taux de formation agricole est plus élevé chez les moins de 35 ans (environ 25 % à partir de 10-15 ha) ; mais les différences entre générations d'exploitants n'existent qu'en "niveau primaire" (B.A.A. et certificat d'études post-scolaires agricoles), capital scolaire relativement bas.

Des enquêtes plus fines, faites en Bretagne pour les générations 1945-1955, montrent qu'au moins la moitié des garçons qui restent à la terre ont reçu une instruction égale ou supérieure au niveau B.A.A.. Mais par ailleurs, les jeunes qui s'établissent actuellement dans l'agriculture ont en moyenne un niveau intellectuel inférieur à celui de leurs pères. Si écrémage il y a, il se produit sans doute davantage maintenant qu'autrefois.

(1) On sait que l'enseignement agricole français est resté très longtemps sous développé.

Pour le montrer il faut traiter des raisons pour lesquelles le niveau d'instruction est plus bas chez les agriculteurs que dans la Plupart des autres catégories sociales et inégalement bas selon la surface.

2 - COMMENT EXPLIQUER LE FAIBLE NIVEAU D'INSTRUCTION DES AGRICULTEURS ?

Comme les agriculteurs se recrutent essentiellement parmi les enfants nés en milieu agricole, l'instruction des premiers est en relation avec les conditions de scolarisation des seconds. Mais tous les enfants de paysans ne se font pas paysans ; le savoir scolaire influence leur répartition entre agriculture et secteurs non agricoles.

21 - L'accès des enfants d'agriculteurs aux divers types et niveaux d'enseignement.

211. Les études relatives aux inégalités sociales d'accès à l'école montrent que la scolarité des jeunes d'origine agricole se caractérise par deux phénomènes majeurs : l'élimination rapide et la relégation. D'une part, la probabilité de poursuivre des études longues après la scolarité obligatoire est faible. Peu d'enfants de paysans accèdent aux seconds cycles longs du secondaire (agricole ou non), très peu entrent dans le supérieur (agricole ou non).

Il y a, par ailleurs, relégation soit en cours de scolarité obligatoire (sections de type CEG et sections de transition en cours de 1er cycle secondaire, orientation vers les cycles courts professionnels, agricole ou non, dès après la 5è) soit au-delà (orientation vers les CET et les collèges agricoles après la 3è, ou vers l'apprentissage, agricole ou non).

L'élimination et la relégation des enfants d'agriculteurs sont en grande partie liées à un échec scolaire précoce, échec socialement déterminé comme l'a montré P. Bourdieu. Selon des enquêtes faites en Bretagne, l'exclusion des études longues atteint le plus les enfants de petits paysans.

212. Les processus précédents éclairent les conditions d'accès à l'enseignement agricole secondaire. Mais celui-ci n'est pas seulement fréquenté par des jeunes nés en milieu agricole. Il y a actuellement environ 88 000 élèves dans le cycle court agricole et 30 000 dans le cycle long. Le recrutement au sein de la population agricole est d'environ 95 % en Maisons Familiales Rurales, 60 % dans l'ensemble du cycle court, 55 % dans le cycle long.

La probabilité pour un enfant d'agriculteur d'entrer dans l'enseignement agricole secondaire augmente quand la superficie de l'exploitation des parents s'élève et, s'agissant du cycle court, quand la réussite scolaire diminue. Actuellement, et quel que soit le milieu social d'origine, le cycle court agricole recrute essentiellement en classes de transition. Les raisons de cette situation apparaîtront davantage ultérieurement.

Ces divers processus ayant joué, les enfants d'agriculteurs se répartissent selon certaines proportions dans les divers types et niveaux de formation, agricole ou non, lorsqu'ils accèdent à la vie active. Comment leur orientation d'emploi varie-t-elle selon l'éducation reçue ?

22 - Taux d'orientation vers l'agriculture selon la nature et le niveau de formation scolaire.

221. Soit l'exemple des enfants d'agriculteurs bretons nés entre 1945 et 1955. L'exclusion de l'agriculture bretonne, c'est-à-dire d'une agriculture qui a rarement des exploitations de plus de 50 ha, est totale ou presque en formation supérieure, en formation secondaire longue et en enseignement technique. Le maintien à la terre est le fait :

- de 10 à 20 % des jeunes en formation secondaire de 1er cycle,
- d'1/3 en formation primaire,
- de la moitié (un peu moins chez les filles) en formation agricole courte.

De tous les types d'enseignement c'est le cycle court agricole qui est le principal fournisseur de main-d'oeuvre à l'agriculture. Des enquêtes en cours, faites à l'initiative de C. Grignon, dans les régions

de Bretagne et de Nord-Picardie révèlent qu'une minorité seulement d'anciens élèves du cycle long agricole s'installe à la terre.

Il apparaît ainsi clairement que le choix du métier d'agriculteur est actuellement, et beaucoup plus que par le passé, très lié à l'échec scolaire.

La formation agricole, spécialement celle de cycle court, étant chez les jeunes plus fréquente et plus rétentrice quand la surface des exploitations des parents s'élève, on comprend en partie pourquoi on observe chez les exploitants un lien entre surface exploitée et taux de formation agricole. Encore faut-il déterminer pourquoi le taux d'orientation vers l'agriculture varie selon la nature et le niveau de l'éducation reçue.

222. C'est par des voies diverses que le type de formation reçue agit sur la décision des jeunes d'exercer ou non l'activité agricole. L'éducation influence la possibilité elle-même du transfert hors de l'agriculture puisque l'accès à un certain nombre d'emplois non agricoles est subordonné à la possession de certains diplômes. D'autre part, si certains seuils de surface et de capital d'exploitation ne sont pas atteints, le taux de rentabilité monétaire des sommes investies dans l'éducation est moindre dans l'agriculture que dans les industries et les services. Enfin, un supplément de formation induit une acculturation plus grande à la vie urbaine ; un niveau plus élevé de formation générale entraîne aussi une dévalorisation du travail manuel et de la condition paysanne.

Il ne suffit pas de déterminer pourquoi plus le niveau des études et des diplômes est élevé, plus grande est l'orientation hors de l'agriculture, que l'éducation reçue soit agricole ou non. Il faut aussi s'interroger sur les raisons pour lesquelles les anciens élèves du cycle court agricole ne s'orientent pas davantage vers la profession agricole, et sur celles qui font que tous les nouveaux paysans n'ont pas reçu une formation agricole au moins courte, malgré la création importante de lycées et collèges agricoles.

S'il n'est pas rare que des titulaires du B.A.A. soient maçons ou ouvriers à la chaîne dans des usines d'automobiles, c'est que l'enseignement agricole court est assez souvent utilisé par les familles populaires rurales comme mode peu coûteux de prolongation de la scolarité obligatoire.

En dehors de ces cas, tous les jeunes n'accèdent pas encore à un cycle professionnel, même court, avant ou après la fin de la scolarité obligatoire. De plus, tous les jeunes qui commencent un cycle court agricole, ne le terminent pas. L'élimination précoce joue même à ce niveau, et ce d'autant plus qu'une formation scolaire n'est pas jugée utile pour l'exercice du métier agricole. Dans quelle mesure une telle opinion est-elle justifiée?

3 - CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA SOUS-INSTRUCTION DES AGRICULTEURS

On a dit que si la formation scolaire des agriculteurs est faible c'est parce que les revenus agricoles sont souvent bas. Ne peut-on pas soutenir qu'inversement un bas niveau d'instruction est source, à un âge donné, de bas revenus agricoles par unité de temps ? On le suppose généralement puisqu'on a développé l'enseignement agricole et mis en place de nombreuses actions de formation post-scolaire. Mais la relation supposée n'a pas encore été prouvée.

Quelques réflexions peuvent permettre d'éclairer le problème. Le niveau des revenus d'activité agricole dépend en partie du niveau des prix d'achat et de vente, c'est-à-dire du pouvoir de négociation des agriculteurs, agissant isolément ou en groupe, face aux acheteurs ou aux vendeurs ou face aux pouvoirs publics. La sous-instruction ne contribue-t-elle pas à réduire le pouvoir de négociation ? L'exercice de responsabilités, professionnelles ou syndicales, exige du savoir. Les responsables agricoles ont-ils toujours le savoir requis ?

Pour un niveau donné de prix, les revenus dépendent des quantités achetées et vendues, c'est-à-dire de la productivité physique. La

sous-instruction ne contribue-t-elle pas à expliquer la faiblesse fréquente des rendements de l'agriculture française par comparaison avec plusieurs agricultures étrangères ? Deux thèses opposées peuvent être soutenues.

La première, favorable au rôle de l'éducation, prend appui sur l'idée que l'activité agricole est devenue une "activité hautement scientifique". Sans doute, comme le note un auteur américain, les agriculteurs ayant des diplômes ne sont pas plus aptes à cueillir des pommes ; mais ils sont capables d'appliquer plus rapidement le progrès technique. Plus le progrès technique est rapide, plus l'avantage de ceux qui possèdent le savoir est important. Les recherches relatives au rôle de l'éducation dans la croissance économique semblent appuyer cette thèse. En fait la thèse opposée n'est pas contradictoire avec les résultats de ces travaux.

Cette seconde thèse peut faire valoir que s'il est nécessaire de savoir lire et écrire pour être agriculteur, par ailleurs le métier de paysan tantôt exige surtout de l'intuition, tantôt consiste à exécuter ce que d'autres ont conçu. On ne nie pas que produire des biens agricoles nécessite du savoir mais on considère qu'il n'est pas nécessaire que les paysans eux-mêmes en soient les détenteurs. Par ailleurs, le savoir peut s'acheter quand on ne l'a pas reçu à l'école.

On devient actuellement agriculteur quand on a échoué à l'école. Pour mieux déterminer dans quelle mesure la persistance, dans les nouvelles générations d'agriculteurs, d'un bas niveau de formation contrarie la réalisation des objectifs de la politique agricole, des recherches spécifiques sont nécessaires.
